

Extrait du registre des Délibérations

Séance du 10 avril 2024

Convocation : 5 avril 2024 - Date d'affichage : 5 avril 2024

Sous la Présidence de M. Rémy MARTINOT, les membres du Conseil de la Communauté de communes Saint Cyr Mère Boitier entre Charolais et Mâconnais se sont réunis l'an deux mille vingt-quatre, le mercredi 10 avril à dix-neuf heures à Saint Léger sous la Bussière - salle des fêtes.

Commune de BOURGVILAIN :	M. Gilles LAMETAIRIE
Commune de LA CHAPELLE DU MONT DE FRANCE	M. Philippe HILARION
Commune de DOMPIERRE LES ORMES	Mme Géraldine AURAY Mme Séverine DEBIEMME M. Marcel RENON
Commune de GERMOLLES S/GROSNE	M. Hervé JOSEPH
Commune de MATOUR	M. Thierry IGONNET Mme Nathalie LAPALUS M. Patrick CAGNIN
Commune de MONTMELARD	M. Jacques CHORIER
Commune de NAVOUR S/GROSNE	Mme Fabienne PRUNOT M. Jean PIEBOURG
Commune de PIERRECLOS	M. Rémy MARTINOT Mme Sylvie DUPONT
Commune de SAINT LEGER S/s LA BUSSIÈRE	M. Pierre LAPALUS
Commune de SAINT PIERRE LE VIEUX	Mme Michèle DORIN
Commune de SAINT POINT	M. Pierre-Yves QUELIN
Commune de SERRIERES	M. Jean-Noël BERNARD
Commune de TRAMAYES	M. Michel MAYA M. Cécile CHUZEVILLE M. Damien THOMASSON
Commune de TRAMBLY	M. Bernard PERRIN
Commune de TRIVY	M. Chantal WALLUT
Commune de VEROSVRES	M. Éric MARTIN

Nombre de délégués en exercice : 25

Nombre de délégués présents : 24

Absents excusés : M. Emmanuel ROUGEOT (Pierreclos)

Pouvoirs : M. Emmanuel ROUGEOT à Mme Sylvie DUPONT

Le quorum étant atteint, le Conseil communautaire peut donc valablement délibérer.

Secrétaire : Pierre LAPALUS

Assistaient également les Conseillers suppléants suivants :

M. Olivier LORNE (Bourgvilain) - M. Jean-François LAPALUS (La Chapelle du Mont de France) - M. Gilles PARDON (Saint Léger sous la Bussière) - M. Alain BAMET (Saint Pierre le Vieux) – Mme Maud GAND (Saint-Point) – M. Thierry BERNET (Serrières) - M. Christophe BALVAY (Trambly) – M. Jean-Michel ROZIER (Trivy) - Mme Laurence GUILLOUX (Verosvres).

Tarifs du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)

REÇU EN PREFECTURE

le 18/04/2024

Application agréée E-legalite.com

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2224-12,

Vu l'arrêté du 27 avril 2012 modifié par l'arrêté du 26 février 2021, définissant les modalités d'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif et notamment son article 7,

Vu l'arrêté préfectoral n° 71 2016 12-15 002 du 15 décembre 2016 relatif à la création de la Communauté de communes Saint Cyr Mère Boitier entre Charolais et Mâconnais (CC SCMB) le 1er janvier 2017,

Vu l'arrêté préfectoral n° 71 2019 22-10 002 du 22 octobre 2019 actualisant les compétences communautaires,

Vu la délibération n° 2023-86 du 13 décembre 2023 instaurant des montants des redevances du Service public d'assainissement non collectif susmentionnés à compter du 1^{er} janvier 2024,

Le Président Rémy MARTINOT rappelle que, à la suite de la dissolution du SIVU de Clunyois au 1^{er} janvier 2024, la Communauté de Communes avait choisi d'adopter provisoirement les tarifs de redevance de ce service, exerçant jusqu'alors les missions du SPANC pour le compte de la Communauté de Communes.

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est un service public industriel et commercial (SPIC).

Il doit donc faire l'objet d'un budget indépendant qui s'équilibre par lui-même, grâce au recouvrement de redevances facturées aux usagers du service.

Les tarifs des redevances doivent être fixés, de manière forfaitaire, selon les critères retenus par la Communauté de communes, pour couvrir les charges de l'examen préalable de la conception et de la vérification de l'exécution des travaux des installations d'assainissement non collectif neuves ou à réhabiliter, du diagnostic des installations existantes, du contrôle périodique des installations d'assainissement non collectif existantes, du contrôle des installations d'assainissement non collectif dans le cadre de la vente d'un immeuble, ainsi que les missions de gestion du service et de conseil assurées auprès des usagers.

Ainsi, le Président donne lecture des propositions de montants des redevances du Service public d'assainissement non collectif :

Types de contrôles	Tarifs des redevances
Contrôle de conception	165,00 €
Contrôle de réalisation	250,00 €
Diagnostic de l'existant	200,00 €
Contrôle de bon fonctionnement et d'entretien	20€/an
Contrôle ponctuel pour vente	300,00 €

Le Conseil Communautaire, après avoir ouï l'exposé et délibéré, par 17 voix pour, 6 voix contre et 1 abstention, décide de :

- **INSTAURER** les montants des redevances du Service public d'assainissement non collectif susmentionnés à compter du 1^{er} mai 2024,
- **AUTORISER** le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Fait le même jour, mois et an que dessus,
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,
Rémy MARTINOT



REÇU EN PRÉFECTURE

le 18/04/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-071-200071645-2024.04.10-2024_12-DE

DELIB 2024-12